

Monsieur le Président,

Les perspectives de réels progrès sur le fond dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement se sont grandement améliorées depuis la dernière session de la Commission du désarmement des Nations Unies, en 1986.

Lors de leur rencontre à Reykjavik, l'automne dernier, les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique sont parvenus à des résultats qui ont été considérés comme ouvrant la voie à des progrès ultérieurs - des gouvernements l'ont indiqué sous forme de réactions officielles et nos délégations l'ont fait à la Première Commission de l'Assemblée générale pendant la 41ième session. Le Président Reagan et le Secrétaire général du Parti communiste soviétique, M. Gorbachev, ont manifesté leur détermination de réduire les risques de guerre mondiale, et particulièrement de guerre nucléaire. Les leaders des deux superpuissances ont jeté de solides bases pour les négociations bilatérales qui se déroulent à Genève.

Le Gouvernement et la population du Canada nourrissent l'ardent espoir que les deux superpuissances parviennent bientôt à un accord sur l'élimination ou une importante limitation de certains types d'armes nucléaires, et qu'elles s'attachent activement ensuite à l'examen de réductions d'autres forces nucléaires et conventionnelles. Il ne fait pas de doute que les deux superpuissances ont accompli des progrès. Le moment est venu de conclure un accord. Les divergences qui persistent dans les négociations et les discussions qui se poursuivent devraient être aplanies rapidement afin que l'esprit de Reykjavik se transforme en action concrète.

Comme l'a fait remarquer le très honorable Joe Clark, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, dans une déclaration devant la Chambre des Communes le 21 octobre 1986: "Trois enseignements ont été corroborés à Reykjavik. Les deux premiers sont que les deux parties font preuve de sérieux, et qu'il est possible de contrôler les armements. Mais le troisième enseignement est qu'il ne sera pas facile d'assurer le contrôle des armements. Il s'agit d'un processus difficile qui nécessite des efforts soutenus."

La tâche de la Commission du désarmement, à la présente session, consiste à faire progresser ce processus.

Le 22 septembre 1986, la Conférence de Stockholm a clôturé ses travaux en parvenant à un accord remarquable sur la confiance et le renforcement de la sécurité en Europe.